

27 6 30

DI

C O N V E N T I O N

Entre :

M. le Maire de la commune de BELLONNE (Pas-de-Calais)  
d'une part,

et le B.R.G.M. 74, rue de la Fédération, PARIS (15ème)  
d'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1

Un forage de reconnaissance est implanté par le BRGM, en bordure sud du chemin reliant BELLONNE à la N.356. Le BRGM s'engage à réparer ledit chemin s'il venait à subir des dégâts par le fait de transport de matériel lourd, nécessaire à la bonne marche des travaux.

Article 2

Si l'on est amené à déverser des eaux de forage dans le ruisseau coulant du Nord vers le Sud, au voisinage de l'emplacement des recherches, le BRGM s'engage à faire le nécessaire pour que le lit du ruisseau ne soit pas obstrué et que l'écoulement puisse se faire normalement.

Fait en double entre les parties  
le 10 juillet 1961

Pour la commune de Bellonne  
Le Maire,

Pour le B.R.G.M. ,



*[Signature]*

*[Signature]*

DI

27 6 30

CONVENTION

Entre :

M. le Maire de la commune de BELLONNE (Pas-de-Calais)  
d'une part,

et le B.R.G.M. 74, rue de la Fédération, PARIS (15ème)  
d'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1

Un forage de reconnaissance est implanté par le BRGM, en bordure sud du chemin reliant BELLONNE à la N.356. Le BRGM s'engage à réparer ledit chemin s'il venait à subir des dégâts par le fait de transport de matériel lourd, nécessaire à la bonne marche des travaux.

Article 2

Si l'on est amené à déverser des eaux de forage dans le ruisseau coulant du Nord vers le Sud, au voisinage de l'emplacement des recherches, le BRGM s'engage à faire le nécessaire pour que le lit du ruisseau ne soit pas obstrué et que l'écoulement puisse se faire normalement.

Fait en double entre les parties

le 10 juillet 1961

Pour la commune de Bellonne

Le Maire,

Pour le B.R.G.M. ,



*[Signature]*

*[Signature]*

27 6 30

D1

CONVENTION

Entre :

M. le Maire de la commune de BELLONNE (Pas-de-Calais)  
d'une part,

et le B.R.G.M. 74, rue de la Fédération, PARIS (15ème)  
d'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1

Un forage de reconnaissance est implanté par le BRGM, en bordure sud du chemin reliant BELLONNE à la N.356. Le BRGM s'engage à réparer ledit chemin s'il venait à subir des dégâts par le fait de transport de matériel lourd, nécessaire à la bonne marche des travaux.

Article 2

Si l'on est amené à déverser des eaux de forage dans le ruisseau coulant du Nord vers le Sud, au voisinage de l'emplacement des recherches, le BRGM s'engage à faire le nécessaire pour que le lit du ruisseau ne soit pas obstrué et que l'écoulement puisse se faire normalement.

Fait en double entre les parties  
le 10 juillet 1961

Pour la commune de Bellonne  
Le Maire,

Pour le B.R.G.M. ,



*Handwritten signature*

D1

27 6 30

CONVENTION

Entre :

M. le Maire de la commune de BELLONNE (Pas-de-Calais)  
d'une part,

et le D.R.G.M. 74, rue de la Fédération, PARIS (15ème)  
d'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1

Un forage de reconnaissance est implanté par le DRGM, en bordure sud du chemin reliant BELLONNE à la N.356. Le DRGM s'engage à réparer ledit chemin s'il venait à subir des dégâts par le fait de transport de matériel lourd, nécessaire à la bonne marche des travaux.

Article 2

Si l'on est amené à déverser des eaux de forage dans le ruisseau coulant du Nord vers le Sud, au voisinage de l'emplacement des recherches, le DRGM s'engage à faire le nécessaire pour que le lit du ruisseau ne soit pas obstrué et que l'écoulement puisse se faire normalement.

Fait en double entre les parties

le 10 juillet 1961

Pour la commune de Bellonne  
Le Maire,

Pour le D.R.G.M. ,



D1

27 6 30

CONVENTION

Entre :

M. le Maire de la commune de BELLONNE (Pas-de-Calais)  
d'une part,

et le D.R.G.M. 74, rue de la Fédération, PARIS (15ème)  
d'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1

Un forage de reconnaissance est implanté par le DRGM, en bordure sud du chemin reliant BELLONNE à la N.356. Le DRGM s'engage à réparer ledit chemin s'il venait à subir des dégâts par le fait de transport de matériel lourd, nécessaire à la bonne marche des travaux.

Article 2

Si l'on est amené à déverser des eaux de forage dans le ruisseau coulant du Nord vers le Sud, au voisinage de l'emplacement des recherches, le DRGM s'engage à faire le nécessaire pour que le lit du ruisseau ne soit pas obstrué et que l'écoulement puisse se faire normalement.

Fait en double entre les parties  
le 10 juillet 1961

Pour la commune de Bellonne  
Le Maire,

Pour le D.R.G.M. ,



*[Handwritten signature]*

R

27 6 30

C O N V E N T I O N

ENTRE

M. <sup>W.B.</sup> Montagne et M<sup>me</sup> Inacaval  
demeurant à Bellonne Abbeville de Clairfaye  
propriétaire des terrains ci-après désignés :

- parcelles n° B 93
  - contenance 5 ares
  - nature des cultures orge
- situés : Le Marais  
commune de : Bellonne  
Département : Pas de Calais

d'une part,

M. ! François Xavier Paras  
demeurant à Bellonne

locataire des terrains ci-dessus désignés Le Marais

d'autre part,

ET

Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières, ci-après désigné sous les initiales B.R.G.M., Etablissement Public à caractère industriel et commercial (Décrets n° 59.1204 et 59.1205 du 23 octobre 1959) dont le Siège est à Paris 8, rue Léonard de Vinci (16ème) - représenté par M.

d'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE I :

M. <sup>mes</sup> Montagne et Inacaval  
autorise le B.R.G.M. à l'exclusion de tous autres, à faire exécuter, aux risques et périls du B.R.G.M. tous travaux de recherches tels

27 6 30

R

que : Forage de reconnaissance hydrogéologique sur les terrains ci-dessus désignés et à utiliser le produit de ces recherches, sous réserve de l'autorisation préfectorale prévue par l'Art. 8 du Code Minier.

ARTICLE II :

L'autorisation exclusive de recherches est consentie au B.R.G.M. à dater du 6/6/1961 pour un délai ferme de trois mois renouvelable par période de trois mois jusqu'à un maximum d'un an. Le renouvellement se fera au seul gré du B.R.G.M.

ARTICLE III :

Le B.R.G.M. aura le droit de se servir des chemins et routes existants. Il devra mener ses travaux suivant les règles de l'art et conformément aux règlements de l'Administration des Mines. Le B.R.G.M. aura le droit d'installer, à titre provisoire, une petite baraque de chantier sur les terrains de M.<sup>mes</sup> Montagne et Bracaval

ARTICLE IV :

Lors de l'exécution des travaux de recherches, des dégâts peuvent affecter des cultures, pâturages, etc... sur les terrains appartenant à M.<sup>mes</sup> Montagne et Bracaval loués à M.<sup>r</sup> Francis Xavier Daras et ci-dessus désignés par leurs numéros du cadastre. En conséquence, préalablement à tout travail sur une partie de terrain ou à toute occupation temporaire de terrain, un état des lieux sera dressé contradictoirement par les deux contractants. Immédiatement après la fin de l'occupation temporaire des terrains et à la fin de chaque campagne, si les travaux doivent durer plusieurs années, les dommages seront évalués à l'amiable par un représentant du B.R.G.M. et M.<sup>r</sup> F.X. Daras ou son représentant. L'indemnité due à ce titre à M.<sup>r</sup> Francis Xavier Daras est de 410 NF pour 5 ares lui sera aussitôt réglée par le B.R.G.M. A défaut d'entente amiable, l'évaluation sera faite par un expert qui sera désigné, à la requête de la partie la plus diligente par M. L'Ingénieur du Génie Rural du Pas-de-Calais. La décision de l'expert fera arbitrage. Les frais de l'expertise seront par moitié à charge des deux contractants.

ARTICLE V.:

Le forage prévu étant destiné à servir de piézomètre, M.<sup>mes</sup> Montagne et Bracaval concèdent au B.R.G.M. pour une durée de quinze ans une portion réduite de terrain d'une surface de 15 m<sup>2</sup>, située en bordure de sa propriété. Cette portion de terrain clôturée par les soins du B.R.G.M. et renfermant le forage, reviendra en toute propriété à M.<sup>mes</sup> Montagne et Bracaval après le délai convenu.

27 6 30

R

Le propriétaire recevra une indemnité correspondant au prix de vente de la partie de terrain concédée ( 2 NF le m<sup>2</sup> )

Cette indemnité est versée à titre définitif, même si le B.R.G.M. restitue le terrain avant l'expiration du délai prévu ci-dessus.

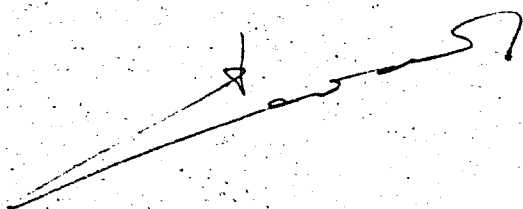
ARTICLE VI :

Au cas où il apparaîtrait nécessaire au B.R.G.M. d'effectuer des travaux de reconnaissance autres que ceux définis à l'Article I de la présente convention, le B.R.G.M. et M. *Extrane* s'engagent à conclure des avenants à la présente convention qui préciseront les conditions d'exécution de ces nouveaux travaux.

Fait en double entre les parties

Le 15 juin 1961

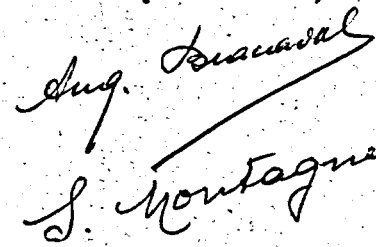
Pour le B.R.G.M.,



Le Locataire,



Le Propriétaire,



*Aug. Lissacaval*  
*S. Montagne*



R  
27 6 30

CONVENTION

ENTRE

M.<sup>me</sup> Montagne et M.<sup>me</sup> Bracaval  
demeurant à Bellonne Abbaye de Claufrage  
propriétaire des terrains ci-après désignés :

- parcelles n° B 93
  - contenance 5 ares
  - nature des cultures orge
- situés : Le Harais  
commune de : Bellonne  
Département : Pas de Calais

d'une part,

M.<sup>me</sup> Paras FX  
demeurant à Bellonne par Brebieres Pas de Calais  
locataire des terrains ci-dessus désignés Le Harais

d'autre part,

ET

Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières, ci-après désigné sous les initiales B.R.G.M., Etablissement Public à caractère industriel et commercial (Décrets n° 59.1204 et 59.1205 du 23 octobre 1959) dont le Siège est à Paris 8, rue Léonard de Vinci (16ème) - représenté par M.

d'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE I :

M.<sup>me</sup> Montagne et Bracaval  
autorisent le B.R.G.M. à l'exclusion de tous autres, à faire exécuter, aux risques et périls du B.R.G.M. tous travaux de recherches tels

27 6 30

R

que : Forage de reconnaissance hydrogéologique sur les terrains ci-dessus désignés et à utiliser le produit de ces recherches, sous réserve de l'autorisation préfectorale prévue par l'Art. 8 du Code Minier.

ARTICLE II :

L'autorisation exclusive de recherches est consentie au B.R.G.M. à dater du 6/6/1961 pour un délai ferme de trois mois renouvelable par période de trois mois jusqu'à un maximum d'un an. Le renouvellement se fera au seul gré du B.R.G.M.

ARTICLE III :

Le B.R.G.M. aura le droit de se servir des chemins et routes existants. Il devra mener ses travaux suivant les règles de l'art et conformément aux règlements de l'Administration des Mines. Le B.R.G.M. aura le droit d'installer, à titre provisoire, une petite baraque de chantier sur les terrains de M. <sup>me</sup> Bracaval et M. <sup>me</sup> Montagne

ARTICLE IV :

Lors de l'exécution des travaux de recherches, des dégâts peuvent affecter des cultures, pâturages, etc... sur les terrains appartenant à M. <sup>me</sup> Montagne et M. <sup>me</sup> Bracaval loués à M. <sup>me</sup> Daras FX et ci-dessus désignés par leurs numéros du cadastre. En conséquence, préalablement à tout travail sur une partie de terrain ou à toute occupation temporaire de terrain, un état des lieux sera dressé contractuellement par les deux contractants. Immédiatement après la fin de l'occupation temporaire des terrains et à la fin de chaque campagne, si les travaux doivent durer plusieurs années, les dommages seront évalués à l'amiable par un représentant du B.R.G.M. et M. <sup>me</sup> Daras FX ou son représentant. L'indemnité due à ce titre à M. <sup>me</sup> FX Daras est de 110 NF pour 5 ares lui sera aussitôt réglée par le B.R.G.M. A défaut d'entente amiable, l'évaluation sera faite par un expert qui sera désigné, à la requête de la partie la plus diligente par M. L'Ingénieur du Génie Rural du Pas-de-Calais. La décision de l'expert fera arbitrage. Les frais de l'expertise seront par moitié à charge des deux contractants.

ARTICLE V.:

Le forage prévu étant destiné à servir de piézomètre, M. <sup>me</sup> Montagne et M. <sup>me</sup> Bracaval concèdent au B.R.G.M. pour une durée de quinze ans une portion réduite de terrain d'une surface de 15 m<sup>2</sup>, située en bordure de sa propriété. Cette portion de terrain clôturée par les soins du B.R.G.M. et renfermant le forage, reviendra en toute propriété à M. <sup>me</sup> Montagne et M. <sup>me</sup> Bracaval après le délai convenu.

27 6 30

R

Le propriétaire recevra une indemnité correspondant au prix de vente de la partie de terrain concédée (2 NF à m<sup>2</sup>)

Cette indemnité est versée à titre définitif, même si le B.R.G.M. restitue le terrain avant l'expiration du délai prévu ci-dessus.

ARTICLE VI :

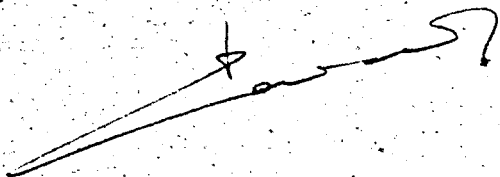
Au cas où il apparaîtrait nécessaire au B.R.G.M. d'effectuer des travaux de reconnaissance autres que ceux définis à l'Article I de la présente convention, le B.R.G.M. et M. F-X Deras

s'engagent à conclure des avenants à la présente convention qui préciseront les conditions d'exécution de ces nouveaux travaux.

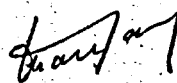
Fait en double entre les parties

Le 15 juin 1961

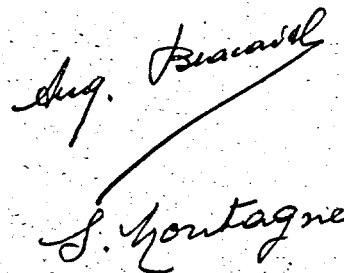
Pour le B.R.G.M.,



Le Locataire,



Le Propriétaire,



S. Montagne

au contrat passé le 6 juillet 1961

ENTRE

La Société auxiliaire des distributions d'eau, 4, rue Gambetta, Saint-André-les-Lille (Nord), ci-après dénommée "L'Entreprise"

d'une part,

ET

Le B.R.G.M. dont le siège est à Paris, 74, rue de la Fédération (15<sup>e</sup>), représenté par son Directeur Général, Monsieur Henri Nicolas, et désigné ci-après par la mention "Commettant"

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Art. 1 - Objet de l'Avenant

Par suite de l'épaississement des différents niveaux géologiques, il s'avère que le toit du Calcaire carbonifère est situé vraisemblablement vers la profondeur de 200 m. L'Entreprise accepte de poursuivre le forage dans les mêmes conditions que celles prévues au contrat, sauf prestations contraires énoncées à l'article 2.

Art. 2 -

Prix n° 14 - Forage au carottier double 5" de 170 à 220 m

DEUX CENT VINGT CINQ NOUVEAUX FRANCS . . . . . 225

Prix n° 15 - Pose et dépose d'une colonne provisoire 6" le mètre linéaire :

QUINZE NOUVEAUX FRANCS . . . . . 15

Prix n° 15 bis - Coupe de la colonne 5" à 130 m environ

SIX CENT QUARANTE NOUVEAUX FRANCS . . . . . 640

Prix n° 16 - Fournitures et pose d'un tube piézométrique de 130 m/m de diamètre intérieur, y compris crépinage sur une hauteur de 15 m le mètre linéaire :

VINGT HUIT NOUVEAUX FRANCS . . . . . 28

R

Prix n° 17 - Le rebouchage du forage jusqu'au toit des Dièves  
sera payé à l'entrepreneur selon les prix n° 11  
et 12.

27 6 30

R

CONTRAT POUR L'EXECUTION D'UN SONDAGE  
DANS LA REGION DE BELLONNE (PAS-DE-CALAIS)

**ENTRE**

la Société auxiliaire des distributions d'eau, 4, rue Gambetta -  
Saint-André-les-Bains (Nord), ci-après dénommée "l'Entreprise"

d'une part,

**ET**

le B.E.G.M. dont le siège est à Paris, 74, rue de la Fédération  
(25°), représenté par son Président, Monsieur Roland PRE et désigné  
ci-après par l'expression "Commettant"

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Art. 1 - Objet du contrat

Le B.E.G.M. confie à l'Entrepreneur qui accepte, l'exécution d'un  
forage entibé, carotté, dont l'objet est la reconnaissance des  
terrains souterrains dans la région de Bellonne (Pas-de-Calais); il  
servira également de piézomètre lorsque la partie inférieure (à par-  
tir des diaphragmes) sera été rebouchée.

Art. 2 - Définition des pouvoirs

M. RIGOU, Ingénieur-Géologue en Chef, Chargé de Mission au  
B.E.G.M., est responsable de la direction et du contrôle des travaux.

Art. 3 - Prix

Les prix ci-dessus comprennent toutes les charges et obligations  
qui incombent à l'Entrepreneur. Ils s'entendent toutes taxes compri-  
ses, la T.V.A. représentant 12 % du montant total des mémoires.

27.6.30

R

Prix n° 1 - Aménage du matériel et installation du chantier  
Forfait :

TROIS MILLE NOUVEAUX FRANCS . . . . . 3 000

Prix n° 2 - Remplissage en fin de chantier Forfait :

DEUX MILLE DEUX CENT NOUVEAUX FRANCS . . . . . 2 200

Prix n° 3 - Forage au trépan de 9 1/4" de 0 à 30 m maximum  
le mètre linéaire :

CENT SOIXANTE DIX NOUVEAUX FRANCS . . . . . 170

Prix n° 4 - Forage au carottier double 7" jusqu'à 75 m maximum  
le mètre linéaire :

CENT QUINZE NOUVEAUX FRANCS . . . . . 115

Prix n° 5 - Forage au carottier double 5 " de 75 à 120 m maximum  
le mètre linéaire :

CENT TRENTE CINQ NOUVEAUX FRANCS . . . . . 135

Prix n° 6 - Forage au carottier double 5 " de 120 à 170 m maximum  
le mètre linéaire :

CENT SOIXANTE DIX NOUVEAUX FRANCS . . . . . 170

Prix n° 7 - Fourniture et pose définitive d'une colonne en  
tôle de 3 mm d'épaisseur, diamètre 8,220 m  
le mètre linéaire :

CINQUANTE NOUVEAUX FRANCS . . . . . 50

Prix n° 8 - Location, pose et dépose d'une colonne provisoire  
de 7" . Le mètre linéaire :

QUINZE NOUVEAUX FRANCS . . . . . 15

Prix n° 9 - Pose d'un bouchon de ciment y compris fourniture  
du ciment et lège pour prise, l'unité :

CENT NOUVEAUX FRANCS . . . . . 100

Prix n° 10 - Coupe éventuelle de la colonne provisoire de 7"  
à 70 m de profondeur environ Forfait :

SIX CENT QUARANTE NOUVEAUX FRANCS . . . . . 640

27 6 30

R

Prix n° 11 - L'heure de mise à disposition du matériel et du personnel avec force motrice, pour tous travaux non prévus au devis. L'heure :

CINQUANTE ET UN NOUVEAUX FRANCS . . . . . 51

Prix n° 12 - L'heure de mise à disposition du matériel et du personnel sans force motrice, pour tous travaux non prévus au devis. L'heure :

QUARANTE QUATRE NOUVEAUX FRANCS . . . . . 44

Prix n° 13 - Confection de piézomètres : Fourniture de tubes de 33 x 42, perforation sur 15 m. Le mètre linéaire :

HUIT NOUVEAUX FRANCS . . . . . 8

#### Art. 4 - Conditions de paiement

1°) L'Entrepreneur établira, avant le 20 de chaque mois la facture pour les travaux exécutés pendant le mois précédent.

2°) Une somme de 10 % sera retenue à titre de garantie sur les factures, la somme laissée ainsi en garantie ne sera pas productive d'intérêt et sera remboursée à l'Entrepreneur dès qu'il aura satisfait aux garanties et aux conditions du présent contrat à la fin de chaque sondage.

3°) Les paiements seront effectués à 30 jours fin de mois net et sans escompte, par virement au compte ouvert au nom de la Société auxiliaire des distributions d'eau au C.C.P. Lille 1860-22. La date prise en considération pour l'échéance sera celle de la réception par le Commettant de factures ou notes de débit émises par l'Entrepreneur à l'exigibilité.

#### Art. 5 - Délai d'exécution

1°) L'Entrepreneur est d'accord pour commencer les opérations effectives de sondage dans les 15 jours suivant la mise à disposition du terrain par le Commettant.

2°) Les travaux de sondage ne devront pas durer plus de 3 mois.

#### Art. 6 - Arbitrage

En cas de contestation sur :

- l'interprétation de l'application des clauses du présent marché ;



R

27 6 30

- l'exécution du marché et ses suites,

Les parties sont convenues d'avoir recours à un arbitre, expert, amiable compositeur.

**Art. 7 - Matériel engagé par l'Entrepreneur**

1°) L'Entrepreneur s'engage à exécuter le sondage convenu suivant le programme proposé, à savoir :

a) forages au battage à l'injection dans les terrains superficiels. Un tube de 220 mm sera posé au toit de la craie et ancré dans un bouchon de ciment.

b) Le Crétacé sera soigneusement carotté et une récupération de 90 % de carottes est exigée. Eventuellement une colonne de soutènement de 7" sera posée au toit des dièves.

2°) En conséquence l'Entrepreneur utilisera le carottier double muni d'une couronne diamant.

D'autre part il devra étudier la boue de circulation de façon à éliminer au maximum les possibilités de colmatage.

**Art. 8 - Conditions techniques d'exécution des sondages**

1°) La conduite technique sera assurée exclusivement par l'Entrepreneur, mais le commanditaire aura, à tout moment, le droit d'accès sur le chantier en vue de constater la bonne marche des travaux.

2°) Les sondages seront effectués :

a) au battage à l'injection dans les terrains de couverture. Les échantillons seront alors récoltés au tamis à la sortie de la goulotte d'écoulement aux 0,50 m et remis au surveillant du Commanditaire dûment étiquetés.

b) au carottage continu dans le Crétacé. La longueur du vide existant au bas du carottier sera mesurée et notée. Les carottes, y compris les déviations de déviation et les carottes de ciment, seront extraites du carottier avec toutes les précautions d'usage, les carottes exactement dans leur ordre et dans leur sens à partir du pied, et remis immédiatement au représentant du B.R.C.M. qui pratiquera à l'enrobage de paraffine. En aucun cas, elles ne doivent être lavées ou brossées. La longueur de la carotte sera mesurée immédiatement avant le paraffinage en présence du chef sondeur.

27 6 30

R

Les mêmes précautions seront prises dans le cas où l'Entrepreneur travaillerait au carottier sans que ce mode de sondage ait été demandé par le Commettant ; il s'agit notamment de carottage éventuel des terrains superficiels. Dans ce cas bien entendu il n'y aurait pas de paraffinage.

Il est formellement interdit à l'Entrepreneur de briser les carottes pour un examen plus approfondi ou d'effectuer un prélèvement quelconque.

Pendant le carottage, les échantillons seront recueillis à la sortie de la goulotte comme précédemment, mais tous les mètres seulement.

3°) L'Entrepreneur posera les tubes nécessaires à la bonne marche du sondage.

En cas de perte d'injection, l'Entrepreneur mettra tout en oeuvre, pour continuer normalement le sondage. S'il est amené à tuber, et après accord du Commettant, la pose et la dépose de la colonne seront à la charge du Commettant. (Il est toutefois rappelé à l'Entrepreneur que ce forage sera ultérieurement utilisé au tant que possible, il ne doit donc pas être colmaté d'une part et d'autre part le diamètre final doit être suffisant pour permettre le passage des instruments de mesure habituels.)

4°) Le Commettant aura le droit de procéder, avant le tubage, à toutes mesures géométriques ou mécaniques. L'Entrepreneur fera connaître au moins trois jours à l'avance la date de pose du tubage. L'Entrepreneur sera payé pour ses travaux conformément aux prix de l'annexe A. Il en sera de même, s'il y a lieu, pour la durée de la rampe en état du trou de sonde après ces opérations.

5°) Le Commettant aura le droit de faire vérifier la profondeur dans les 50 mètres et à la fin du sondage. Le temps employé à cette opération n'entre pas en ligne de compte pour le calcul d'une indemnité.

6°) L'Entrepreneur tiendra un journal de sondages établi sous une forme agréée par le Commettant. Ce journal doit indiquer : profondeur, longueur, type par poste, nature du terrain traversé, types et dimensions des outils coupants, côtes des carottes retirées, longueur des carottes et leur numéro, tubage posé ou retiré, raison pour laquelle on n'aura pu obtenir de carottes, caractéristiques de la buse, la vitesse de marche, arrêts, etc. Une copie de ce journal sera remise journellement au surveillant du Commettant.

R

27.6.30

7°) L'Entrepreneur mesurera rigoureusement les vitesses d'avancement, tous les 0,30 m pendant le forage au battage et tous les 0,10 m pendant le carottage. Il fournira journellement ses indications au surveillant du Commettant.

### Art. 2 - Garanties

1°) L'Entrepreneur s'engage à atteindre le socle primaire, qui selon toutes probabilités doit être situé vers 170 m de profondeur.

En cas d'échec, l'Entrepreneur serait tenu de faire, au prix fixé à l'article 3, un sondage de compensation en un point fixé par le Commettant, mais qui ne sera pas distant de plus de 200 m du premier.

Les sommes versées pour le sondage abandonné, viendront en déduction de celles dues par le Commettant pour le sondage de compensation. Si le sondage n'atteignait pas la profondeur de 170 m, le Commettant pour le premier, l'Entrepreneur pourrait se dispenser d'entreprendre un troisième sondage à condition de verser au Commettant toutes les sommes déjà versées et de couvrir les frais relatifs au forage initial ou au forage de compensation engagé par le Commettant pour les diverses installations, sauf si ces installations trouvaient une utilisation justifiant ces frais.

Dans le cas où l'Entrepreneur renoncerait à exécuter un troisième sondage et si des renseignements partiels pouvant être utiles au Commettant seraient été obtenus, l'Entrepreneur pourrait demander au Commettant qu'il lui en fasse tenir compte lors de la liquidation de la situation telle qu'elle résulterait de l'application des dispositions prévues ci-dessus. En cas de désaccord sur l'estimation de la valeur des renseignements obtenus, il sera fait appel à un expert. Ce sera à titre d'amiable compositeur et proposera une solution.

En cas de désaccord sur la proposition de l'expert, on procédera à un arbitrage.

2°) Le Commettant se réserve le droit d'arrêter à tout moment le sondage. Si la profondeur n'était pas atteinte, le Commettant a la possibilité de payer à l'Entrepreneur, outre la totalité des sommes versées, la moitié des mètres restant à forer pour atteindre la longueur totale garantie, soit de continuer à l'Entrepreneur l'exécution d'un ou de plusieurs forages dans d'autres régions dont la longueur totale complètera ou dépassera la longueur totale garantie.

27 6 30

R

3<sup>e</sup>) L'Entrepreneur garantit un rendement en carottes de 90 %. En cas d'échec les mêmes conditions que celles précisées au paragraphe précédent seront appliquées.

4<sup>e</sup>) L'Entrepreneur s'engage à ne fournir à qui que ce soit les mêmes renseignements sur les travaux et à ne communiquer aucun échantillon des terrains traversés. A cet égard, il se porte garant de la discrétion de son personnel.

Toutes les carottes ou débris de forage sont la propriété du Commettant, même celles qui ne sont pas prises à sa demande.

#### Art. 10 - Charges de l'Entrepreneur

L'Entrepreneur prend à sa charge :

1<sup>re</sup>) l'entière responsabilité de la conduite des travaux envers son personnel.

2<sup>re</sup>) Le personnel et la fourniture du matériel, les installations électriques et l'éclairage, énergie ou carburant pour les moteurs et l'éclairage, les câblants. Tout transport de matériel de rechange, d'approvisionnement et autre pendant la durée des travaux, transport du personnel et son logement, etc. à l'exception des prestations du Commettant énumérées à l'article 11.

3<sup>re</sup>) L'approvisionnement en argile et autres produits nécessaires pour la bonne utilisation de la boue d'injection.

4<sup>re</sup>) La responsabilité de tous accidents et dommages de toute nature qui pourraient survenir du fait de son personnel ou de celui qui travaille sous ses ordres, et du fait de ses matériels ou de ceux mis à sa disposition.

5<sup>re</sup>) Les instrumentations.

6<sup>re</sup>) Les mesures nécessaires pour assurer l'interdiction de l'accès des chantiers à toute personne autre que les agents du Commettant ou ses représentants, les agents du Service des Mines du ressort, ou les porteurs d'une autorisation spéciale.

7<sup>re</sup>) L'alimentation en eau.

#### Art. 11 - Charges du Commettant

Le Commettant prend à sa charge :

1<sup>re</sup>) La mise à disposition de l'Entrepreneur pour la durée des travaux, d'un emplacement horizontal. Le cas échéant, l'Entrepreneur

devra exécuter les travaux de mise en état jugés nécessaires par le Commettant. Ces travaux effectués sous le contrôle du Service de surveillance du Commettant, seront remboursés par le Commettant au prix existant pour les fournitures et la main d'œuvre, charges sociales comprises, à moins que les travaux puissent être faits en utilisant la main d'œuvre de sondage disponible pendant un arrêt de celui-ci, donnant lieu au paiement du tarif prévu à l'article 3.

2°) Les garanties de l'Entrepreneur contre les conséquences de toutes réclamations de tiers relatives à l'exécution de travaux de sondage ainsi qu'à l'occupation et à l'usage par celui-ci des emplacements et des voies d'accès mis à sa disposition.

3°) Les boreaux à carottes et le stockage des carottes.

4°) Le paraffinage des carottes.